

Visite au Timor Oriental.

Un visiteur qui a passé 15 jours au Timor Oriental, y a parcouru plus de 1000 kms, et rencontré un nombre significatif de personnes très diverses, ressent une certaine frustration à son retour devant la nécessité de ne rien dire qui puisse permettre d'identifier ses interlocuteurs restés sur place.

Nous avons été souvent suivis et maintes fois contrôlés. Nos interlocuteurs nous ont souvent dit qu'ils allaient être interrogés sur ce qu'eux ou nous-mêmes avions dit. Ils ont demandé de ne jamais les identifier. Nous nous sommes donc fixés pour règle de n'indiquer ni noms, ni lieux, ni dates... le rapprochement de faits étant lui-même susceptible de permettre l'identification, nous avons décidé de n'envoyer ce rapport qu'à un nombre limité de personnes particulièrement intéressées par la question du Timor Oriental auxquelles nous demandons de ne l'utiliser qu'avec réserves dans des contacts privés, et de ne pas le reproduire.

Les visites au Timor Oriental.

Jusqu'en 1989 les visiteurs étrangers ne pouvaient entrer au Timor Oriental qu'avec une autorisation spéciale des autorités d'occupation. La circulation y était réduite et le contrôle constant.

En 1989, suite aux pressions internationales, l'Indonésie décida d'ouvrir le territoire aux visiteurs étrangers, cette ouverture fut progressive. Peu à peu les contrôles à l'entrée et les contrôles routiers se firent moins fréquents et les visiteurs plus nombreux. Les ressortissants du Portugal (ex-puissance coloniale toujours reconnue par l'ONU comme puissance administrante) et les représentants d'organisations de défense des droits de l'homme comme Amnesty International ou Asia Watch sont toujours interdits de s'y rendre.

L'Indonésie a proclamé 1991 'année du tourisme' dispensant les ressortissants de la plupart des pays occidentaux de l'obtention d'un visa d'entrée. Malgré cette ouverture, des touristes et journalistes ont dit qu'ils s'étaient sentis surveillés et certains affirment que leurs bagages ont été fouillés à l'hôtel durant leur absence. Un document (lettre d'un timorais) a disparu des bagages de l'un d'entre eux; à un autre une cassette audio a été dérobée et remplacée par une autre.

X et Y ont passé 15 jours au Timor Oriental en 1991 prenant des contacts en vue de la réalisation de projets de développement. L'un des visiteurs parlant le portugais les interlocuteurs dépassèrent souvent les problèmes de développement socio-économiques pour aborder ceux des droits de l'homme et en particulier leur refus de la présence indonésienne. Malgré la connaissance antérieure de la question timoraise qu'ils avaient, X et Y ont été frappés par la vigueur du rejet de l'Indonésie manifesté par la presque totalité de leurs interlocuteurs, rejet qui se fonde en particulier sur les différences de culture, différences de conception morale de la vie, refus de la domination économique et des pressions militaire et policière constantes. Sur le point particulier de la pression policière voici leur propre témoignage:

Pression policière.

- 1^{er} jour.
 - Arrivée à l'aéroport de Dili. Pas de contrôle des passeports puisque celui-ci a déjà eu lieu lors de l'entrée en Indonésie.
 - Fiche d'hôtel. N° de passeport. Normal.
- 2^e jour.
 - Sortie de Dili. Contrôle militaire à la sortie de la ville: ils regardent qui est dans la voiture, demandent où nous allons et souhaitent bon voyage sans demander notre identité.
 - Notre chauffeur, M. A. dit avoir reconnu derrière les militaires un agent de l'Intel (Intelligence Service). Ce barrage n'est pas habituel à cet endroit. Notre chauffeur affirme catégoriquement que des agents de l'Intel nous ont vu monter dans sa voiture et ont demandé ce contrôle via radio.
- 3^e jour.
 - Nous sommes sur la place de l'église dans une petite ville de l'intérieur à l'heure de la messe. Un professeur, indonésien du Timor Occidental nous aborde, pose des questions: qui sommes-nous? d'où venons-nous? Est-ce simple curiosité naturelle? elle contraste avec l'attitude des timorais de l'est qui se contentent de venir nous serrer la main mais s'abstiennent de nous parler en public.
 - Durant l'après-midi des gens d'une ville voisine, chef lieu de District, font parvenir à notre hôte un message: "impossible d'aller jusque là, les indonésiens nous ont averti de ne pas prendre contact avec le journaliste étranger de passage". Une liste de personnes arrêtées accompagne le message.
- 4^e jour.
 - Arrivée à X. Un indonésien du Timor occidental entre au presbytère où nous avons été invités à souper. Il attend le Père durant une demi-heure puis s'en va. Averti le Père trouve cette visite curieuse vu l'heure à laquelle elle s'effectue. Est-ce un contrôle?
 - Retour à Dili. À l'entrée de Dili une patrouille de la Police Militaire arrête la voiture. Ils disent que c'est pour voir si nous transportons un militaire dans la voiture, explique M.B. notre chauffeur.

• 5^e jour.

- Nouveau contrôle de la Police Militaire à la sortie de Dili dans une autre direction. La raison invoquée est la même que la veille mais en réalité, dit notre chauffeur C., c'est pour voir qui est dans la voiture.
- Nous avons parcouru plus de 50 kms, plus de 2 heures de route difficile vers l'intérieur lorsque l'aide du chauffeur signale qu'une moto avec deux hommes nous suit. Nous arrêtons au bord de la route, la moto s'arrête. Nous repartons, la moto repart. Nous arrêtons de nouveau dans la ville suivante, la moto nous dépasse. Lorsque nous repartons nous voyons la moto et ses occupants arrêtés au virage suivant. Le chauffeur d'une voiture croisée à mi-chemin entre Dili et cette ville nous dira plus tard que nous étions déjà suivis lorsqu'il nous a croisés.
- Il est 17 heures, nous repartons vers la ville suivante où nous n'arriverons qu'à la nuit tombée. La moto ne suit pas: les indonésiens ne se hasardent pas sur les routes à la nuit tombée, explique notre chauffeur.
Dans la ville suivante nous logeons au presbytère. Un homme qui s'y trouvait et devait sortir revient sur ses pas: la maison est entourée par les intels, dit-il. Notre hôte est visiblement inquiet. Il va plusieurs fois vers la porte pour voir si nous sommes surveillés.

• 6^e jour.

- Départ vers 5 h. du matin. Dans un village traversé on nous explique que le Commandant militaire de Dili et les autorités policières du chef-lieu de District sont venus récemment interroger les habitants. Motif, deux membres d'une ONG étaient passés ici et s'étaient entretenus avec des villageois d'un projet de développement agricole.
Après une trentaine de kms nous prenons une route secondaire pour monter jusqu'à un village, nous y restons peu de temps; lorsque nous redescendons nous croisons une moto avec deux hommes en civil, ils étaient sur nos traces. Revenus sur la route principale nous nous arrêtons dans un village. La moto arrive et s'arrête à proximité. Nous avons une conversation avec deux hommes qui parlent portugais. Une trentaine de badauds nous entourent. Conversation inoffensive, nos anges-gardiens sont-ils parmi les badauds?

• 7^e jour.

- Un timorais, haut responsable politique du régime indonésien (haut poste, aucun pouvoir réel) vient nous présenter un projet de développement à remettre à une ONG étrangère. Simplement pour être venu ici pendant que vous y êtes, dit-il, ils vont m'appeler et m'interroger, mais je suis préparé, je suis préparé, répète-t-il avec une émotion visible.
- Autre ville, nous arrivons au presbytère à 13h30. Cinq minutes plus tard arrive un indonésien avec des bordereaux de commande. Simple coïncidence? Non, dit le Père, il est venu voir qui venait d'arriver.
- Quinze minutes plus tard deux indonésiens s'approchent de la maison. Ils font appeler le Père à l'extérieur puis entrent avec lui. Ils sont jeunes, en civil, souriants. Ils parlent aimablement avec le Père puis demandent nos passeports. C'est une simple formalité disent-ils, et pour nous éviter le travail d'aller au poste de police, ils vont prendre note de notre identité. Pendant 25 minutes le plus vieux pose des questions: d'où venons-nous, date d'arrivée en Indonésie, quel aéroport, quelles escales, combien de temps, raisons de la visite, où irons-nous ensuite...? Pendant ce temps l'autre épluche nos passeports qu'il copie presque intégralement. Puis ils demandent au prêtre de bien vouloir avertir les autorités militaires si nous passons la nuit ici.
- Vers 17 h. nous sortons avec le prêtre, le chef local de l'Intel venait vers le presbytère, il nous croise comme si de rien n'était, mais il venait voir si nous étions toujours là, dit le Père. Nous allons visiter l'Administrateur du District: comme cela le chef de l'Intel sera rassuré, dit le prêtre.

• 8^e jour.

- Nous passons un contrôle fixe sur la route, la barrière est levée et on ne nous fait pas arrêter.
- À midi nous arrêtons dans une maison un peu à l'écart de la route. Des personnes de la maison viennent dire que des personnes rôdent autour de la maison. Notre hôte ferme le verrou de la porte: "ils entrent sans même frapper", dit-il. Nous restons environ 3 heures, personne ne vient.
- Arrivée à Dili à la nuit tombée. Nous sommes arrêtés par un contrôle militaire. Le militaire demande nos passeports, rien pour les autres. Il part avec les passeports pour prendre des notes, revient et demande au chauffeur de l'accompagner: il doit répondre à des questions sur notre présence.

• 9^e jour.

- Nous restons à Dili. Les installations où nous logeons sont encadrées de chaque côté par un poste de garde, jour et nuit. Police d'un côté, indéterminé de l'autre, tous en civil.
Le soir un prêtre nous accompagne jusqu'à notre logement: depuis 15 jours toutes les voitures qui sortent d'ici sont suivies par des motos.
- Le lendemain nous devons sortir pour aller dans une ville proche.

• 10^e jour.

- Le matin notre chauffeur annonce qu'on n'ira pas. Le voyage est considéré trop risqué sans la présence d'un prêtre. L'un d'eux nous y conduira demain.
- Quelqu'un bien informé a reçu des autorités indonésiennes l'information que les récents contrôles de la Police Militaire seraient dus au fait qu'un militaire aurait déserté avec un grand nombre de munitions. Vrai, ou simple prétexte?

• 11^e jour.

- Nous sortons pour la première fois de Dili sans contrôle et ne notons pas de poursuivants. Un taxi qui nous double étonne le Père: les taxis ne peuvent pas venir jusqu'ici.
- Le soir, notre chauffeur du lendemain suggère que nous prenions les transports publics, il nous trouvera un accompagnant, ce sera plus prudent, pense-t-il.

• 12^e jour.

- Départ en mini-bus. Contrôle policiers/militaires sur la route. Deux cars sont déjà arrêtés dont les personnes sont descendues. À peine notre bus s'arrête-t-il qu'un policier vient dire au chauffeur de continuer. Je pense que s'ils ne contrôlent pas notre bus c'est parce qu'ils sont dedans. Est-ce la psychose de la persécution? J'observe discrètement que les deux sièges derrière nous sont occupés par un homme, lunettes avec verres fumés, la tête près du dossier de notre siège. Il restera dans cette position inconfortable durant presque tout le voyage. Personne ne s'assied près de lui alors qu'il y a des passagers assis sur des sacs dans le couloir central.
- Nouveau barrage policiers/militaires avec construction en dur sur le bord de la route. Le bus s'arrête et tout le monde présente sa carte d'identité aux policiers et militaires qui entourent le bus. Un policier voit mon passeport et le rend. Il prend celui de mon compagnon lorsqu'un militaire intervient disant que le capitaine veut voir les passeports des étrangers. L'empressement montré dans le contrôle des cartes d'identité est annulé par le temps que dure l'examen de nos passeports.
- Arrivés à destination notre hôte informe que nous devons nous présenter à la police, au commandement militaire, et qu'il serait bon de visiter les autorités civiles. Les deux premiers, où ne se trouvent que des subalternes, enregistrent notre passage sur un cahier réservé à cet effet. Le policier demande où nous irons ensuite. Pendant ce temps d'autres policiers interrogent informellement les personnes qui nous accompagnaient. Nous notons qu'un délégué de la Croix Rouge Internationale est passé avant nous, il est lui aussi inscrit sur les registres. Le passage chez le chef civil est une formalité ennuyeuse.
- Le soir notre hôte sort plusieurs fois, des gens rodent autour de la maison, dit-il.

• 13^e jour.

- Vers 2 h. du matin et un peu avant 4 h. des gens ont rôdé près de la maison, nous dit notre hôte. La surveillance fonctionne d'ailleurs dans les deux sens puisque quelques minutes plus tard il nous montre un message qu'il vient de recevoir, l'avisant que la police a entouré sa maison pendant la nuit à cause des deux étrangers qui y étaient hébergés.
- Arrivée à la ville suivante. Avant même de nous conduire chez lui notre nouvel hôte nous emmène au poste de police. Le policier de service va appeler son chef dans un bâtiment voisin, celui-ci arrive en civil: enregistrement sur le cahier du poste, examen du passeport, questions... Il demande en particulier quels sont les villages du District que nous prétendons visiter. Il dit enfin qu'il nous visitera chez notre hôte ce soir.
- Vers 19 h 30 deux policiers en civil arrivent à la maison. Il faut remplir une fiche avec tous les éléments déjà fournis quelques heures plus tôt et la signer. Ils reprennent les mêmes questions et quelques autres: où avons nous séjourné en Indonésie, combien de temps... En épluchant mon passeport le deuxième policier s'aperçoit que j'ai fait un voyage au Portugal 4 ans plus tôt. Il interroge notre hôte sur ce voyage. Celui-ci ne sait rien, il n'insiste pas.
- Un double de nos fiches est remis à notre hôte, il servira de preuve que notre enregistrement a été fait si des militaires l'exigeaient.
- Deux timorais, fonctionnaires de l'administration indonésienne demandent à notre hôte de pouvoir parler avec les étrangers de passage. Ils nous manifestent l'espoir qu'ils placent dans l'opinion et les organismes internationaux pour la résolution du problème de l'autodétermination. Nous pouvons seulement venir de nuit et en nous cachant, disent-ils.

• 14^e jour.

- Un homme d'une soixantaine d'années, qui a été chauffeur de l'administrateur du District, nous conduit à l'étape suivante. Avant de nous quitter il dit: quand je vais rentrer ils vont m'appeler et m'interroger sur les sujets dont nous avons parlé. Mais ça ne fait rien, je vais dire que je ne parle pas de langues étrangères.
- Nouveau contrôle militaire sur la route. Nos passeports sont emmenés au poste mais reviennent vite, nous avons déjà été contrôlés ici. La voiture est encore arrêtée deux fois avant d'arriver à Dili, une fois par la police et une autre par la police militaire, mais sans contrôle des documents.

• 15^e jour.

- Nous restons à Dili.
- Nous sommes dans un local semi-public. Un jeune homme s'approche de nous et pose à notre interlocuteur une question que celui-ci considère un simple prétexte pour s'approcher de nous.
- Nous recevons deux visites dans un local où il y a un certain mouvement d'entrées et sorties, chaque fois l'intermédiaire prend soin d'espacer notre entrée et celle des personnes rencontrées. Mêmes précautions à la sortie.
- Une autre personne nous reçoit dans son bureau. Pendant la conversation quelqu'un frappe à la porte, notre hôte se lève et sort: il ne voulait pas que quelqu'un nous voie avec lui.
- Lorsque nous nous promenons seuls à Dili nous n'avons jamais l'impression d'être suivis, ce sont toujours nos contacts qui nous signalent des filatures ou des observateurs suspects.

• 16^e jour.

- Départ par l'aéroport, sans contrôle apparent. Personne ne s'est offert pour nous accompagner. Un ami a simplement dit qu'il préférerait ne pas être vu avec nous à l'aéroport.

Contacts.

Nous avons rencontré un nombre significatif de personnes avec lesquelles il a été possible de parler longuement. Presque toutes ont en commun d'être liées à l'Église catholique, ce qui n'est pas étonnant si l'on en croit les statistiques: 97% de catholiques, les 3% restant étant presque tous des gens venus d'Indonésie.

Monseigneur Belo nous a simplement dit: 'allez et voyez!' nous recommandant de parler non seulement avec les prêtres timorais mais aussi avec des laïcs.

Nous avons rencontré 13 des 16 prêtres timorais présents dans le diocèse, dont le Vicaire Général, le Président de la Commission Sociale, le responsable des relations avec les autorités. Nous avons parlé avec 4 missionnaires étrangers, 2 séminaristes en stage dans des paroisses, de nombreux catéchistes et professeurs d'écoles, écoles catholiques et publiques.

Nous avons pu parler dans des conditions de discrétion relatives avec 2 administrateurs civils de District, un ancien administrateur, la femme d'un administrateur dont le mari était absent, le gendre d'un autre; un haut fonctionnaire politique du parti gouvernemental, un sous-directeur des écoles publiques, deux chefs de village, deux entrepreneurs, le sous-directeur d'une banque, le responsable et un technicien d'une ONG, les représentants de la Croix-Rouge Internationale, de nombreux fonctionnaires publics, des gens engagés/responsables dans la résistance clandestine, et des citoyens communs rencontrés au hasard des déplacements; des jeunes et des vieux.

Il faut noter que la grande majorité de ces contacts ont été favorisés, et peut-être même seulement-possible, parce que nous apparaissions en liaison avec l'Église locale.

Sauvegardée la réserve des représentants de la Croix-Rouge et celle des deux administrateurs visités dans l'exercice de leurs fonctions, tous les autres ont manifesté leur opposition à la présence indonésienne. L'indépendance est l'objectif constant et souvent prioritaire des personnes rencontrées. Deux seulement, dont un missionnaire étranger, n'y ont pas fait référence ou allusion, et seul ce missionnaire a considéré que l'intégration du Timor Oriental était un fait accompli. Il considérait positive l'action des USA, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande qui ayant reconnu l'intégration peuvent aider les timorais sur place: lui-même recevait une partie de cette aide par les ambassades. Il jugeait au contraire négative l'influence du Portugal qui empêche la Communauté Européenne d'intervenir directement, ne pouvant le faire que par l'intermédiaire d'ONG. Il a toutefois expliqué que toute son action était orientée vers la promotion des timorais pour que 'les gens venus de l'extérieur' ne prennent pas toutes les places et tout le pouvoir.

Toutes les autres personnes ont d'une façon ou d'une autre mis l'accent sur l'oppression indonésienne, la corruption militaire/administrative, et la volonté du peuple timorais de se libérer de l'Indonésie. Plus encore qu'une réaction aux atrocités subies, nous ont dit les personnes qui ébauchent une réflexion pour expliquer ce sentiment, le désir d'indépendance est le résultat d'une incompatibilité culturelle. L'élément de cette incompatibilité le plus souvent mentionné étant l'honnêteté et la morale catholique.

Nombreux sont nos interlocuteurs qui ont reconnu que l'Indonésie a apporté à Timor des améliorations économiques (routes, ponts, édifices publics, projets agricoles) et une grande extension du système de l'enseignement. Mais ils soulignent que ce développement profite essentiellement aux "nouveaux venus" et que l'enseignement a perdu en qualité ce qu'il a gagné en extension.

Les timorais rejettent le développement qui leur est offert, nous a-t-on souvent répété avec des expressions populaires imagées (on ne vend pas son âme pour un kilomètre de route goudronnée; qu'ils emportent les routes, les ponts et les édifices mais nous laissent libres; on peut perdre sa culotte mais pas sa patrie...), même si ce développement leur serait en principe bénéfique. Ils le rejettent parce que c'est l'occupant qui le leur offre et parce qu'ils ne sont ni consultés ni associés au processus, mais se sentent au contraire méprisés.

Les jeunes générations, même celles qui n'ont pas connues les années de guerre qui ont suivi l'invasion, sont profondément anti-indonésiennes et le manifestent avec une spontanéité qui préoccupe souvent les plus vieux. L'éducation indonésienne donnée dans les écoles renforce le phénomène de rejet, nous dit-on. Les jeunes qui ont étudié en Indonésie considèrent qu'ils en sont revenus encore plus anti-indonésiens qu'avant.

Le problème de l'indépendance est généralement considéré comme une condition préalable pour le développement, seulement deux personnes exerçant des responsabilités de promotion et développement ont inversé les termes disant que les timorais devaient gagner en formation et pouvoir AVANT de penser à l'indépendance. L'un d'eux a clairement fait dépendre l'indépendance d'une évolution du type Perestroïka en Indonésie, les autres l'attendent de l'ONU et du Portugal comme la chose la plus naturelle: "Quel est l'article de la Charte des Nations Unies qui autorise l'Indonésie à nous coloniser?" demande un homme qui a accepté de grandes responsabilités sous l'administration indonésienne.

Développement.

Dili est à première vue une ville propre et espacée avec de bonnes routes. Les principaux bâtiments, édifices érigés par les portugais ou récemment construits par les indonésiens, sont bien entretenus et souvent bâtis sur un terrain suffisamment ample pour donner à la capitale un aspect aéré. L'immense majorité de ces constructions sont des bâtiments publics: services administratifs, installations militaires et de police, écoles, banques, clubs sportifs, installations religieuses... quelques restaurants, magasins et bureaux privés. Mais lorsque l'on s'éloigne de ce centre ville et de l'avenue du bord de mer on trouve les zones d'habitation faites de cases de bambous, feuillages, toits de chaume ou de tôle ondulée, qui ressemblent plutôt à de grands bidonvilles.

Les informations sur la population sont diverses et vont de 100.000 à plus de 200.000 habitants, desquels plus de 20% seraient indonésiens. Ces indonésiens sont des militaires ou des fonctionnaires publics, des commerçants, des pêcheurs, des enseignants. Très souvent, même les militaires, ils sont accompagnés de leurs familles. Dans les petites villes et les villages, hormis les installations militaires et quelques édifices publics, les habitations sont toutes de bambous.

Sous-emploi

Selon de très nombreux témoignages les chefs de services publics venus d'Indonésie font appel à des employés venus de la région dont ils sont originaires. Des timorais qui ont été nommés à des postes de responsabilités essayent de lutter contre cette 'invasion civile' en favorisant l'embauche de personnel originaire du territoire mais l'essentiel du pouvoir reste dans les mains des "nouveaux venus".

Au Centre de Transmissions, par exemple, où le chef de service est un timorais, la lecture des cartons de pointage indique que 66 employés sont indonésiens et 30 timorais. Le chef du service va prochainement atteindre l'âge de la retraite et les timorais disent que c'est un indonésien qui le remplacera, comme c'est déjà arrivé pour d'autres postes.

Dans une banque régionale, le sous-directeur timorais a obtenu un meilleur résultat: 70% des employés étaient indonésiens en 1984 lorsqu'il a pris ses fonctions, mais ils ne sont plus que 33% en 1991. Il est vrai nous dit-on, que ces 33% possèdent 90% du pouvoir réel.

Le commerce et la pêche artisanale sont presque totalement dans les mains d'immigrants indonésiens, soit parce qu'ils sont arrivés avec un petit capital dont les timorais étaient dépourvus, soit parce qu'ils ont obtenu des facilités bancaires ou gouvernementales niées aux timorais, soit encore parce que ces "nouveaux venus", libres des liens familiaux traditionnels et des obligations envers le groupe, sont plus capables de capitaliser et plus entrepreneurs.

L'un des principaux problèmes du Timor Oriental est le sous-emploi qui atteint les jeunes qui terminent leurs études, le Gouverneur attribue à ce problème les mouvements de protestation politique et l'écho qu'ils rencontrent parmi les jeunes. C'est évidemment une interprétation restrictive qui n'explique pas la sympathie dont ces mouvements jouissent auprès des parents, même lorsque ceux-ci sont des fonctionnaires de l'administration indonésienne.

Scolarisation

Il est indéniable que l'Indonésie a entrepris un grand effort de scolarisation de base. Cette scolarisation en langue indonésienne et selon les programmes indonésiens avait bien sûr pour fin de faciliter l'intégration, ce qui ne l'empêche pas d'être un point positif à créditer à l'Indonésie. De l'avis général toutefois, comparé à la situation existant au temps de la colonisation portugaise, cet enseignement a perdu en qualité ce qu'il a gagné en extension.

Préoccupée par ce qui adviendrait de cette masse d'élèves qui ne trouveraient pas d'emplois à la sortie de l'école, les autorités ont prolongé la scolarité au delà du primaire: SMP (3 ans) puis SMA (3 ans). Mais elles n'ont fait ainsi que retarder le problème. Il est généralement admis que l'éducation donnée par l'Indonésie est l'un des facteurs essentiels de la politisation d'une grande partie de la jeunesse timoraise et de son rejet de "l'occupant" indonésien.

Dépenses de fonctionnement et investissements

Tout le monde reconnaît que le gouvernement central indonésien envoie de l'argent à Timor: non seulement pour les dépenses militaires et celles du fonctionnement de l'administration, mais aussi pour des travaux publics et même pour des plans de développement directement orientés vers les nécessités des populations.

Toutefois, étant donné la composition de l'appareil administratif, la plus grande partie des dépenses de fonctionnement bénéficie surtout aux indonésiens et retourne en Indonésie.

Il en est de même pour le financement des travaux publics réalisés par des entreprises privées selon les modalités suivantes: 25% du budget total est versé lorsque les travaux commencent, la deuxième tranche (50%) après avoir réalisé la moitié des travaux, et le reste à la conclusion de l'oeuvre. Bonne en principe, cette pratique a eu pour effet de maintenir les timorais à l'écart de ces adjudications, nous dit un petit entrepreneur timorais, parce qu'ils manquent de capacités financières.

Partout on nous dira que l'objectif des entrepreneurs indonésiens et de ceux qui postulent les contrats est de justifier l'attribution du budget et non la réalisation du projet. Souvent on nous montrera les résultats de cette réalité: un marché construit mais non utilisé parce que mal implanté; une école bâtie loin des élèves auxquels elle se destinait et qui ne sert à rien; des bassins de pisciculture non achevés; des chapelles (équipements collectifs) construites sans consulter les intéressés: une fois l'oeuvre terminée et le financement reçu le militaire responsable autorise parfois la récupération des matériaux pour la construction à un endroit qui satisfasse les destinataires. Bien que le budget comprenne matériaux et main d'oeuvre, le travail est parfois réalisé par des 'volontaires-obligés' (gottong-royong) ce qui augmente les bénéfices de l'intermédiaire et le rejet par les supposés 'bénéficiaires'.

Une fois reçu le subside plus personne ne s'intéresse à la maintenance du projet. C'est le cas des routes faites au moindre coût et réduites à une succession de trous; des canalisations d'eau qui ne donnent de l'eau que le jour de l'inauguration (en maints endroits).

Projets de développement

Certains projets de développement appliqués en Indonésie et qui échappent à ces dangers parce qu'ils sont attribués directement aux populations bénéficiaires sont maintenant introduits au Timor Oriental: remise d'alevins pour la pisciculture au niveau familial; prêt de têtes de bétail pour une période de cinq ans pour la reproduction; enseignement de nouvelles techniques agricoles avec location de charrues et attribution d'engrais; villages de transmigration où l'État attribue la terre et certains moyens de production, ces villages ont d'abord été créés pour des indonésiens venus d'autres îles, puis il y a eu des villages mixtes, le premier village exclusivement pour timorais est en préparation près de Zumalai. Mais ces projets se heurtent à la résistance des timorais.

Économie sous dépendance militaire

Les militaires se conduisent comme en territoire occupé: les familles se plaignent qu'ils viennent se servir dans les bassins de pisciculture, que des têtes de bétail fournies à l'abri de plans de développement sont dérobées... lors d'un de nos déplacements notre chauffeur a dû donner aux militaires qui effectuaient un contrôle routier les deux cassettes de musique qu'il avait sur son tableau-de-bord afin de pouvoir passer.

Beaucoup de timorais vivent encore dans des villages de regroupement stratégique qui, s'ils n'ont plus l'aspect de "camps de concentration" continuent à être vécus comme lieux de déportation: le village de Lalerek Mutin sur la côte-sud a obtenu l'an dernier le prix de village modèle mais ses habitants n'en demeurent pas moins désireux de retourner vers leurs terres des montagnes. Comme eux la plus grande partie de la population a été obligée à descendre des montagnes ou à se regrouper le long des routes.

Certaines zones de cultures et de plantations sont encore interdites, parfois la limite de la zone autorisée est indiquée à la peinture sur les arbres. L'accès aux champs est souvent limité: sortie du village à 8 heures du matin et des champs avant 17 heures: à partir de cette heure et jusqu'à 20 heures les personnes doivent être au village ou sur la route du retour. Restent pour le dur travail des champs les heures de plus grande chaleur, après un chemin lui-même fatigant. Dans certains villages les sorties et retours sont quotidiennement contrôlés.

Ces contraintes, comme la garde nocturne obligatoire (même dans des zones où la guérilla n'est pas active depuis de nombreuses années: nous avons vu des postes de garde occupés à moins de 10 kms de Dili) affectent la capacité de travail d'une population qui souffre déjà tant de conditions adverses.

Même lorsqu'un projet a du succès son résultat se perd face à d'autres intérêts: il y a surproduction de riz en certains points de la côte sud où les réserves pourissent alors que sur la côte nord on continue à importer du riz venu des îles d'Indonésie. Il n'y a pourtant pas 200 kms entre les deux côtes.

L'exploitation économique organisée n'est pas moins chocante: le café, premier produit d'exportation du territoire, doit être vendu exclusivement à une entreprise indonésienne (P.T.Denok) qui est propriété de généraux responsables de l'invasion du Timor Oriental. Le prix du café, décortiqué, lavé, séché et transporté aux points d'achat de l'entreprise, est fixé unilatéralement par l'acheteur et serait d'environ le quart du prix payé au producteur dans d'autres îles de l'Indonésie (nous n'avons pas pu vérifier ce prix dans d'autres îles). Le bois de santal, lui aussi monopole de la P.T.Denok, est acheté à 400/500 roupies (1,60 à 2 FF) le kilog, malgré sa haute valeur commerciale hors de Timor. Plus subtilement la même entreprise, liée à des généraux (B.Murdani et autres) contrôle tout l'import/export pour lequel la 'Province de Timor-Timur' jouit de conditions spéciales dans toute l'Indonésie.

Des investisseurs privés, indonésiens, visitent le Timor Oriental, mais eux-mêmes renoncent souvent à leurs projets d'investissement parce que l'économie du territoire est excessivement dépendante d'intérêts liés aux militaires qui défient toute compétitivité.

Doit-on attribuer les résistances au développement à un attachement excessif à la tradition ou à un refus systématique de tout ce qui vient de l'Indonésie? Beaucoup optent pour cette deuxième explication (nous nous rappelons que c'était aussi l'opinion d'un ingénieur agronome indonésien cité dans le rapport de l'Université Gadjah Mada).

Santé

Les problèmes de santé auxquels la population timoraise est aujourd'hui confrontée sont des plus graves. L'obligation faite aux populations des montagnes de descendre dans les vallées pour faciliter leur contrôle militaire a aggravé les problèmes de malaria, mais cette maladie est elle-même surpassée aujourd'hui par la tuberculose. L'alimentation déficiente et les conditions de logement (une famille entière vit habituellement dans une seule pièce mal aérée) favorisent une rapide contagion de la maladie.

Les timorais refusent les services de santé de l'État: ils y sont mal reçus disent-ils. Les médecins ou infirmiers ne font rien avant d'avoir reçu le paiement du service, même en cas d'urgence. Il n'y a généralement pas de médicaments ou seulement des médicaments passe-partout (type aspirine) et les traitements appliqués sont parfois totalement étrangers à la raison pour laquelle le patient se présentait: on cite avec insistance les traitements anti-conceptionnels ou abortifs (injections de Dépo-provera) appliqués comme s'il s'agissait de médicaments répondant aux besoins que le malade était venu présenter. Les moyens utilisés pour la contraception -totalement gratuits- contrastent avec l'absence de moyens élémentaires dans le domaine de la santé. Les employés du service de Planning Familial reçoivent d'ailleurs des primes-à-la-production en fonction du nombre de contraceptifs appliqués.

Les efforts pour imposer la participation de l'Église catholique dans cette campagne ont récemment provoqué une protestation écrite de l'évêque, ce qui a donné à des femmes la force nécessaire pour déchirer leurs "cartes de soins" où étaient enregistrés les anticonceptionnels utilisés et les dates auxquelles elles devaient se présenter pour renouvellement de la dose.

Les services de santé ne sont pas seulement déficients, ils sont rejetés par une population qui n'a pas confiance dans des médecins qu'elle assimile à une variante de la force d'occupation et de destruction.

Pouvoir et contre-pouvoir

Il est dès lors difficile au gouvernement indonésien de convaincre les timorais qu'il veut leur développement et d'obtenir leur collaboration. Pour des raisons objectives et psychologiques le divorce est total entre la population timoraise et tout ce qui vient de l'Indonésie, et le rejet est presque automatique. Lorsque, par exemple, une religieuse indonésienne a été nommée responsable de l'orphelinat de Ainaro la moitié des enfants en ont été retirés par les familles.

Si les indonésiens sont tous suspects aux yeux des timorais, les timorais ne le sont pas moins aux yeux des indonésiens:

- le Gouverneur de la Province, dont le fils participe activement aux manifestations anti-indonésiennes, est considéré suspect à Djakarta et maintenu comme un moindre mal.
- le n°2 des "collaborateurs" de l'Indonésie nie devant un journaliste étranger que la guérilla contrôle 80% du territoire, mais dit en confidence à un ami présent -qui nous le rapporte- qu'elle "contrôle plus de 80% des esprits". Ambitieux, il laisse un doute sur ses propres sentiments.
- un administrateur de District préparerait sa sortie de Timor avec sa famille si la visite des parlementaires portugais n'apporte aucune évolution au problème de fond; chez un autre la conversation est émaillée d'anecdotes anti-indonésiennes.
- un haut fonctionnaire du parti gouvernemental indonésien fait partie de la résistance clandestine, et des militaires timorais de l'armée régulière indonésienne collaborent activement avec la résistance armée...

Personne ne doute du caractère général de l'opposition qui pour des raisons évidentes ne peut s'exprimer ouvertement: d'une personnalité qui est considérée "pro-indonésienne" nous entendons dire "heureusement qu'il en est ainsi, cela facilite son appui à la résistance"! Pour l'occupant tout timorais est considéré "kepala dua"(deux têtes).

C'est l'Église catholique qui a le plus de possibilité de s'affirmer comme contre-pouvoir. Contre les efforts de l'Indonésie pour imposer sa langue, l'Église continue à utiliser la langue timoraise, le tetum, dans sa liturgie. Les cantiques sont souvent de véritables chants de résistance. La comparaison qui surgit le plus naturellement à l'esprit serait celle de l'Église polonaise sous le régime communiste. C'est d'ailleurs avec les régimes communistes que le régime indonésien est le plus souvent comparé par les timorais: différent puisqu'il a comme premier principe la croyance en un Dieu unique, mais une idéologie et une pratique tout aussi totalitaire et dictatoriale que celle des pays communistes, c'est l'armée qui joue en Indonésie le rôle attribué au Parti dans les pays communistes.

Malgré un manque de moyens évident, l'Église s'efforce de créer des structures parallèles qui puissent réaliser ce que les services officiels devraient faire mais ne font pas: des écoles catholiques, des services de santé, etc...

La femme d'un administrateur de District qui est de par sa position la présidente de la Commission officielle de Promotion Féminine confesse que cette Commission est inopérante, aussi a-t-elle accepté d'être la présidente d'une commission identique créée par l'Église. Il en résulte une concurrence, sourde ou ouverte, entre les deux pouvoirs.

Dans leur rapport sur la situation timoraise, les universitaires indonésiens de l'Université Gadjah Mada résumaient la question dans cette formule: "l'État a l'argent mais n'a pas la population; l'Église a la population mais n'a pas l'argent". D'où les tentatives parfois désespérées de l'État pour utiliser l'influence de l'Église comme dans le cas du contrôle des naissances cité ci-dessus.

Parfois la manoeuvre est plus adroite: l'État subventionne des projets de l'Église: construction d'un orphelinat, d'une école, de la cathédrale de Dili... il prend à sa charge les salaires de la plupart des professeurs des écoles catholiques, de presque tous les catéchistes.

Visant à mettre l'Église à son service l'État ne contribue-t-il pas au contraire à renforcer son contre-pouvoir? Il nous a semblé qu'en ce domaine l'Indonésie répète l'erreur tactique qu'elle a commis en favorisant la scolarisation.

L'Église est souvent considérée comme le seul espace public que l'Indonésie n'ait pas envahi ou détruit, creuset de la force des timorais; mais beaucoup sont convaincus que le respect pour cet espace disparaîtrait si le problème du Timor-Oriental cessait de relever de la tutelle des Nations-Unies et n'était, à ce titre, dans une dépendance particulière de l'opinion publique internationale.

Malgré leur droit incontestable et leur résistance farouche, les 700.000 timorais ne feraient peut-être pas longtemps le poids devant 170 millions d'indonésiens si ceux-ci n'étaient contraints de rendre des comptes aux Nations Unies. Le maintien de la question dans les organismes internationaux, malgré l'inefficacité de ces organismes, fonctionne comme frein aux prétentions et violences indonésiennes.

Visite de la délégation parlementaire portugaise.

Les timorais sont de plus en plus nombreux à savoir qu'une délégation parlementaire portugaise doit visiter le Timor Oriental sous l'égide de l'ONU. L'approche de la date de cette visite provoque à la fois un ardent désir qu'elle se réalise rapidement et une immense crainte de ses conséquences.

Désir ardent parce que, après 15 ans d'occupation militaire indonésienne, les timorais voient dans la venue de députés portugais un retour à la situation de droit antérieure à l'invasion. Quelques-uns craignent que le Portugal vienne se laver les mains d'une question embarrassante et reconnaître l'intégration décrétée unilatéralement par l'Indonésie, mais la plupart placent dans cette visite un grand espoir: "si le Portugal revient, il ne doit pas repartir avant d'avoir achevé la décolonisation et avant que le problème du Timor Oriental soit résolu internationalement". Cette résolution est pour eux extrêmement claire: "c'est l'Indonésie qui doit se soumettre aux lois internationales, et non l'ONU qui doit se soumettre à l'Indonésie".

Crainte immense parce que, si les députés portugais repartent avant la résolution du problème et le retrait des forces militaires indonésiennes, ce sera un massacre. "Nous avons déjà tué beaucoup de timorais, mais nous en tuons encore beaucoup si nous sommes un jour obligés de sortir d'ici" aurait dit le colonel Prabowo, gendre du Président Suharto.

On nous dit que lors de la guerre du Koweït les timorais s'agglutinaient autour des postes de télévision placés dans les locaux publics, même pendant la nuit. L'intervention des forces de l'ONU contre l'envahisseur et occupant d'un petit pays avait pour eux une signification spéciale. La venue d'une délégation de députés portugais n'est pas comparable à l'intervention armée au Koweït mais elle a pour les timorais le même but: rétablir l'ordre international violé par l'occupant. L'ONU et le monde entier pourront voir ce que pensent les timorais, pour cela ils sont disposés à manifester publiquement même s'ils doivent pour cela risquer la mort, nous ont-ils souvent répété.

Il y a toutefois une grande crainte à ce sujet parce que l'Indonésie prépare elle aussi la visite. Plusieurs interlocuteurs affirment que les militaires indonésiens ont déjà recruté dans chaque District (il y en a treize) 5 à 600 hommes qui sont entraînés à manifester contre le Portugal et en faveur de l'Indonésie. Ces personnes sont recrutées avec des promesses d'argent et ne peuvent refuser sous peine de représailles. Certaines de ces personnes peuvent au dernier moment manifester dans le sens contraire de celui pour lequel elles sont entraînées, nous dit-on, mais ce sera difficile parce que des militaires armés se trouveront derrière eux, "avec leur arme dans des sacs, comme lors de la visite du Pape". Ces 7000 hommes (plus 5000 recrutés à Dili, plus les indonésiens du Timor Occidental) seraient placés devant l'aéroport lorsque la délégation débarquera. Une manifestation pour laquelle ont déjà été fabriqués des drapeaux portugais et indonésiens, les accueillera. L'usage prévu pour ces drapeaux varie selon les sources: ou bien les mêmes personnes lèveraient d'abord le drapeau portugais qu'ils détruiraient pour ensuite agiter le drapeau indonésien, ou bien certains agiteraient le drapeau portugais provoquant une manifestation beaucoup plus importante de ceux à qui auront été remis les drapeaux indonésiens. L'opinion unanime est que les timorais qui ne font pas partie de ces groupes recrutés par l'Indonésie n'accepteront pas une manifestation pro-indonésienne sans réagir.

Selon un document élaboré par la résistance clandestine et qui nous a été remis à Dili, l'Indonésie tenterait de bloquer la délégation portugaise dès sa sortie de l'aéroport. Deux stratégies alternatives seraient possibles: ou bien l'accès aux abords de l'aéroport serait réservé aux manifestants recrutés par l'Indonésie et les quelques drapeaux portugais ne feraient pas le poids, ou bien un certain nombre de manifestants non-contrôlés seraient admis à se concentrer derrière les militaires ce qui provoquerait des heurts, limités puisque les seconds seraient admis en nombre nettement inférieur aux premiers. Dans l'un et l'autre cas les autorités argumenteraient de l'opposition de la foule et/ou des désordres provoqués pour convaincre les députés portugais de se réfugier dans un bâtiment où de rembarquer, pour leur propre sécurité.

Si la visite devait néanmoins continuer, la délégation serait reçue dans chaque District par les 5 à 600 personnes recrutées à cet effet et qui, après la réception à l'aéroport retourneront dans leurs Districts respectifs. Si, de l'avis général, les indonésiens ne seront pas capables d'empêcher une manifestation à Dili, beaucoup pensent qu'ils ont les moyens de le faire dans toutes les autres villes, l'armée maintenant la population éloignée. L'identification d'éventuels manifestants est beaucoup plus aisée dans des milieux plus petits et les "meneurs" auront été neutralisés auparavant.

Les conseils en vue d'éviter tout affrontement entre manifestants ou entre ceux-ci et les militaires, sont reçus avec scepticisme: il est difficile de demander à un peuple qui attend ce jour depuis 15 ans de ne pas répondre à une provocation!

Toutes les personnes rencontrées avec lesquelles le sujet de la visite a été abordé affirment qu'il y aura des représailles violentes contre les gens qui de quelque façon que ce soit auront manifesté leur volonté d'indépendance.

• Répression avant la visite.

- En janvier 1991 déjà, soixante-deux personnes ont été arrêtées et maltraitées à Maliana pour avoir eu des contacts entre elles afin de préparer la visite annoncée. D'autres ont été arrêtées et torturées à Dili sous prétexte qu'ils préparaient cette venue.

L'armée a commencé une fouille méthodique de toutes les habitations à Dili; plusieurs personnes ont été arrêtées, battues, et quelques-unes ont disparu.

- 700 jeunes de Dili ont reçu des promesses de salaires alléchants pour travailler en Indonésie, afin de les éloigner de Dili. 150, invités à travailler à la construction d'un centre touristique dans l'île de Batam ont été retenus à Java parce qu'ils n'avaient pas les qualifications requises pour le travail qui leur avait été promis, ils ont été envoyés dans des entreprises appartenant à la famille du Président Suharto (élevage de poulets, scierie, tissage). Moins d'une dizaine sont revenus à Dili, les autres n'ayant pas les moyens de payer le voyage. Il y a eu une manifestation de ces jeunes à Djakarta et l'un d'eux a été tué "accidentellement" le lendemain de cette manifestation les tentatives d'autopsie ont été interdites.

Un deuxième groupe (60) a été envoyé à Bali et le départ du troisième qui devait aussi aller à Batam a été ajourné sine die.

- Répression pendant la visite. Elle devrait être discrète pour ne pas être connue des journalistes et donc de l'opinion internationale, ou apparaître sous forme de divisions et heurts entre les timorais eux-mêmes.
- Répression après la visite. C'est de très loin celle qui préoccupe le plus. Elle est admise par tous comme inévitable avec des divergences seulement sur le temps où elle s'exercera: dès que les députés auront un pied dans l'avion, disent certains, alors qu'un étranger résidant à Dili pense que les indonésiens sauront attendre que la visite soit oubliée de l'opinion publique internationale, un an ou deux si nécessaire, mais qu'elle est assurée et sera violente.

Devant cette situation la plupart de nos interlocuteurs estime que la délégation ne doit pas aller au Timor Oriental si elle n'y reste pas jusqu'à ce que l'ONU prenne une décision sur l'avenir du territoire et si elle ne peut pas être accompagnée d'une force de l'ONU qui puisse s'interposer entre la population timoraise et l'armée indonésienne.

Un missionnaire étranger souligne que le danger n'existe pas seulement pour les timorais, si ceux-ci se sentent assez forts ils pourront aussi attaquer des civils indonésiens, familles de militaires et autres. Interrogé sur la possibilité pour des civils indonésiens de rester au Timor Oriental s'ils acceptaient un éventuel pouvoir timorais indépendant, un prêtre timorais répond qu'il vaut mieux pour eux qu'ils s'en aillent.

Quelques personnes nous diront même qu'une force internationale devrait se maintenir après le départ des indonésiens pour éviter des règlements de comptes entre timorais.

Avertis que les personnes qui parleront avec la délégation pourront communiquer leurs noms qui seront transmis à l'ONU, nos interlocuteurs estiment que cela peut paraître positif, mais n'assure pas la sécurité d'un groupe ou d'une foule qui voudrait manifester. Personne d'ailleurs ne croit que les indonésiens respecteront les engagements pris à New-York.

Les timorais sentent que tout joue en faveur de l'Indonésie, non seulement parce que c'est elle qui dispose de la force armée et parce qu'elle maintiendra cette force après la visite, mais aussi parce qu'elle connaît les limites dans lesquelles a été négociée la visite, son programme et ses conditions. Eux n'ignorent pas seulement le programme, ce qui les place en situation d'infériorité pour la préparation, mais ils ignorent même les garanties obtenues par le Portugal pour leur permettre une certaine protection. Les termes de l'accord devraient être rendus publics et expliqués aux timorais, mais ce n'est évidemment pas l'Indonésie qui le fera. Seule l'ONU elle-même, relayée par l'Eglise catholique semble en mesure de pouvoir le faire. Il doit être clair que l'Indonésie a pris l'engagement de se soumettre aux termes de cet accord.

La délégation portugaise se déplaçant dans des transports fournis par l'armée indonésienne, ils apparaîtra aux gens simples qu'elle se meut dans la dépendance de cette armée. Il est considéré comme indispensable par nos interlocuteurs que les portugais usent de signes clairs, symboles du pouvoir qu'ils représentent (drapeaux portugais et de l'ONU) pour contrebalancer les signes du pouvoir indonésien.

Conclusion.

Il serait agréable de pouvoir conclure que des ponts apparaissent entre indonésiens et timorais de l'est, que les intérêts des uns et des autres sont compatibles et qu'il existe un terrain, si restreint soit-il, où l'on puisse investir pour favoriser un rapprochement. Mais rien de cela ne nous est apparu. L'entente et la coopération ne pourront sans doute naître que lorsque la relation occupant/occupé aura cédé la place au respect réciproque.

Nous n'avons pu constater que le rejet total dont nous parlaient déjà les timorais en exil, les documents venus de l'intérieur, les prises de position de l'Église timoraise et les universitaires indonésiens qui ont fait une étude sur le développement à Timor. La principale nouveauté a été de constater que même les timorais qui jouent la collaboration avec l'occupant le font dans un esprit de stratégie de résistance à long terme: occuper le terrain pour faire obstacle à l'indonésianisation.

Tant que les indonésiens se conduiront comme en territoire occupés, ils n'apparaîtront aux timorais que comme des occupants et se heurteront à leur résistance. Cela est tellement évident que les timorais rejettent même les prêtres et les religieuses indonésiens qui vont à Timor.

Mais les personnes qui font une réflexion plus approfondie pensent que l'opposition timoraise n'est pas seulement due à la brutalité de l'oppression indonésienne (militaire, culturelle, économique...), c'est une question d'Histoire et de culture. Non pas l'Histoire comme passé, mais comme formatrice au long des siècles de mentalités différentes. Ces personnes -et parfois elles ont établi avec les occupants un 'modus vivendi' et 'collaborent' avec l'Indonésie parce qu'elles considèrent que ne pas le faire serait marcher au suicide collectif- ces personnes considèrent l'élément culturel comme fondamental parce qu'il ne disparaîtra pas, pas même si disparaissent les formes les plus brutales de l'oppression. Cette certitude permet de rechercher, sur des points précis, un 'modus vivendi' avec les indonésiens dès lors qu'il permet d'augmenter la capacité de survie des timorais dans cette phase de leur Histoire.

On ne peut toutefois jamais oublier que le sentiment général des timorais refuse toute compromis avec l'Indonésie. La 'collaboration' dans le sens d'un 'modus vivendi' avec l'Indonésie sera donc conditionnée à la volonté de sauvegarder l'essentiel. Comme on peut le penser cela est très subjectif, donc très variable, et ne peut être fait qu'avec une très bonne connaissance de la situation sur le terrain, ou pour mieux dire, doit dépendre des timorais sur place. Ce sont eux, avec toutes les différences de circonstances et de personnalités, qui sont les mieux placés pour décider.

Les indonésiens ayant leurs moyens (puissants) et leurs hommes (souvent 'kepala dua' - deux têtes), il est important qu'il y ait des contre-pouvoirs. L'Église est de par les circonstances le principal de ces contre-pouvoirs; il faudrait le renforcer et l'élargir (dé-cléricaliser) autant que possible, sans ignorer que cette cléricalisation est en grande partie une nécessité actuelle imposée par la réduction des espaces de liberté, et qu'une dé-cléricalisation précipitée pourrait faire passer ces parcelles de contre-pouvoir dans les mains du... pouvoir (indonésien).

Les timorais sont extrêmement confiants dans leur capacité de résister: 16 ans de résistance dans des conditions qui paraissaient impossibles nous obligent à leur donner ce crédit. On ne peut toutefois pas penser que le temps joue en leur faveur. La situation sanitaire, la situation économique, l'éducation (plus étendue mais de pauvre qualité), ne sont pas des facteurs prometteurs pour l'avenir. Il importe d'intervenir rapidement pour empêcher cette dégradation et donner au peuple timorais la capacité de survivre jusqu'à ce que la situation indonésienne et internationale lui donne la possibilité de retrouver sa liberté.

La volonté internationale est en effet une condition essentielle pour résoudre ce problème insoluble au niveau local où la force physique de l'Indonésie s'oppose à la force morale des timorais.

Malgré l'inefficacité des Nations-Unies et l'impuissance du Portugal, la reconnaissance du Timor Oriental comme "territoire non-autonome" (à décoloniser) et du Portugal comme "puissance administrante légitime" est un frein aux ambitions indonésiennes. C'est aussi une définition de la situation au point de vue du droit international qui trace les règles fondamentales pour une solution négociée.

L'action auprès de l'opinion publique, des organismes internationaux, et du plus grand nombre possible d'États (en particulier les États-clés: Portugal, USA, Japon, CEE, Australie) est le complément nécessaire des aides à l'intérieur, pour hâter une solution qui dépendra forcément de la pression internationale.

Nous ne pouvons que conseiller à tous ceux qui voudraient mieux saisir la réalité timoraise d'aller eux-mêmes à Timor. L'aide de l'Église catholique locale, et des interprètes (tetum et/ou portugais), nous semblent deux conditions indispensables pour vaincre les contrôles policiers et la méfiance des timorais, pour mieux voir et comprendre.